Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XXV-3 | 2020

"Get Brexit Done!" The 2019 General Elections in the UK

L'Influence du *Brexit Party* sur les élections législatives britanniques de 2019

The Influence of the Brexit Party on the 2019 UK General Election

Karine Tournier-Sol

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/5742>

DOI : 10.4000/rfcb.5742

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Référence électronique

Karine Tournier-Sol, « L'Influence du *Brexit Party* sur les élections législatives britanniques de 2019 », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXV-3 | 2020, mis en ligne le 10 septembre 2020, consulté le 10 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/5742> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfcb.5742>

Ce document a été généré automatiquement le 10 septembre 2020.

Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'Influence du *Brexit Party* sur les élections législatives britanniques de 2019

The Influence of the Brexit Party on the 2019 UK General Election

Karine Tournier-Sol

Introduction

- 1 En moins d'un an d'existence, le *Brexit Party* de Nigel Farage aura connu une ascension fulgurante : il aura fait l'effet d'une comète dans le paysage politique britannique, qu'il sera venu ébranler. Le parti doit être envisagé comme un effet secondaire du référendum de 2016, le fruit de l'impasse britannique sur le Brexit – d'où la nécessité de le replacer dans le contexte qui l'a fait naître. Il est tout aussi essentiel de l'inscrire dans la continuité du *UK Independence Party* (UKIP), dont il est le successeur, une sorte de UKIP 2.0, même si les deux partis ont en fait coexisté.
- 2 L'objectif de cet article est de s'interroger sur l'impact du *Brexit Party* sur les élections législatives de 2019. Pour répondre à cette question, il est toutefois nécessaire d'élargir la séquence, puisque l'influence du *Brexit Party* sur le scrutin de décembre précède la campagne et remonte en réalité aux élections européennes de mai 2019 ; elle s'inscrit dans une séquence plus longue, composée de deux phases successives.
- 3 La première correspond à l'entrée fracassante de ce nouvel objet politique sur la scène politique britannique et à l'onde de choc provoquée par sa victoire aux élections européennes, avec un impact majeur sur le parti conservateur, et, partant, sur les élections législatives qui ont suivi. La seconde concerne la campagne électorale du *Brexit Party* pour ces législatives, marquée par la compétition avec le parti conservateur pour l'espace politique. Si les résultats des élections indiquent sans conteste que le *Brexit Party* est sorti perdant de cette compétition, ils ne reflètent cependant pas la réalité de l'impact du parti, qui va au-delà des chiffres. On peut véritablement parler

d'un « effet *Brexit Party* » sur les élections et plus largement sur la vie politique britannique.

L'arrivée fracassante du *Brexit Party* sur la scène politique britannique : l'onde de choc des élections européennes

- 4 Il n'est pas possible de mesurer l'impact du *Brexit Party* sur les élections législatives de décembre 2019 sans remonter en arrière, à la genèse de ce parti et à ses premiers pas sur la scène politique britannique. Identifier le *Brexit Party* en tant qu'objet politique exige de revenir sur les circonstances de sa création quelques mois plus tôt. Le parti a été créé par Nigel Farage après son départ du UKIP – parti à la fondation duquel il avait également participé en 1993, et dont il avait été le leader charismatique et emblématique pendant 9 ans. Rappelons que le UKIP est né de l'euroscepticisme britannique et que son objectif initial (et longtemps unique) était de faire sortir le Royaume-Uni de l'Union européenne (UE)¹. Le UKIP, sous l'impulsion de Nigel Farage, a contribué à rendre possible le référendum et la victoire du vote Brexit du 23 juin 2016². Suite au résultat du référendum, Nigel Farage avait démissionné de la tête du parti mais en était resté l'un des députés au parlement européen. Le UKIP a traversé une crise existentielle après la victoire du vote *Leave*, privé de sa raison d'être et aux prises avec des querelles intestines qui l'ont conduit à dériver vers l'extrême droite à partir de 2018. Cette radicalisation du parti a conduit Nigel Farage à le quitter en décembre 2018, expliquant qu'il ne reconnaissait plus le parti qu'il avait rejoint 25 ans plus tôt³.
- 5 A cette période, la Première ministre conservatrice, Theresa May, est en plein enlisement sur le Brexit, incapable de rassembler son parti autour de l'accord qu'elle a négocié avec l'Union européenne et désavouée par ses *hard-Brexiteers* (adeptes d'un Brexit radical), qu'elle a pourtant tant fait pour ménager depuis son accession au pouvoir. Le parti conservateur, qui s'était repositionné après le référendum comme le parti du Brexit (on se souvient du slogan « *Brexit means Brexit* » répété à l'envi par Theresa May), perd du terrain, visiblement dans l'impasse. Nigel Farage va alors saisir cette opportunité pour occuper l'espace politique ainsi libéré et capitaliser sur l'échec de Theresa May à mettre en œuvre le Brexit. Il dénonce l'accord de retrait qu'il qualifie de « grande trahison du Brexit » (*great Brexit betrayal*) et se déclare prêt à retourner dans l'arène politique si le Royaume-Uni ne sort pas de l'UE à la date prévue alors, à savoir le 29 mars 2019.
- 6 Le *Brexit Party* est officiellement enregistré auprès de la commission électorale le 5 février 2019 avec à sa tête Catherine Blaiklock, sorte de dirigeante fantoche mise en place en attendant Nigel Farage, qui prend officiellement le leadership le 22 mars⁴. Le nouveau parti de Farage s'inscrit ouvertement dans la lignée politique du UKIP, mais avec une organisation très différente : le *Brexit Party* se veut une machine politique disciplinée, gérée comme une entreprise par son leader qui y occupe une place centrale, et qui se trouve ainsi affranchi des contraintes d'appareil, sources de querelles internes aux yeux de Farage. Celui-ci crée donc un objet politique qui lui est propre, et qui s'inspire directement du Mouvement 5 étoiles (M5S) italien, dont Farage est depuis longtemps un fervent admirateur, ayant notamment fait partie du même groupe politique au sein du parlement européen, l'Europe de la liberté et la démocratie directe

(EFDD). Le *Brexit Party* est un mouvement qui existe essentiellement en ligne, sur Internet et les réseaux sociaux, sans structure intermédiaire, qui prône la démocratie directe mais n'octroie, à la différence du M5S, aucun pouvoir de décision à ses « supporters » enregistrés en ligne après saisie de leurs données personnelles et paiement de 25£ – le *Brexit Party* en aurait eu jusqu'à 115 000 en juin 2019⁵. Le parti est dirigé par un comité de direction, composé de Nigel Farage, leader, et de son allié de longue date, l'entrepreneur britannique Richard Tice, président, qui compare explicitement le parti à une start-up⁶.

- 7 L'avantage de ce nouveau mouvement pour Farage est de lui permettre de prendre un nouveau départ, et de se libérer du passif et de l'emprunte toxique du UKIP, régulièrement taxé de racisme – la limite en étant toutefois sa propre toxicité et sa personnalité clivante. Cependant, le choix de candidats aux profils politiques très variés pour représenter le *Brexit Party* aux élections européennes doit venir contrebalancer, voire décontaminer la « marque Farage ». Des personnalités connues sont ainsi mises au premier plan, comme Annunziata Rees-Mogg, sœur du député conservateur Jacob Rees-Mogg, alors président du *European Research Group*⁷, partisan d'un Brexit dur, ou encore l'ancienne députée conservatrice et membre du gouvernement Major Ann Widdecombe, personnalité controversée et haute en couleurs ayant participé à plusieurs émissions télévisées, notamment de télé-réalité. Le *Brexit Party* entend dépasser les clivages politiques traditionnels, comme le prouve par exemple le recrutement de Claire Fox, qui a appartenu au parti communiste révolutionnaire. L'objectif est de ratisser large, à gauche comme à droite, par-delà les étiquettes partisans et la base électorale du UKIP, autour d'un enjeu fédérateur : le Brexit.
- 8 Nigel Farage réussit là où le UKIP a échoué, en exploitant la vulnérabilité de Theresa May et de son parti qui s'était auto-proclamé parti du Brexit. Il fait preuve une fois de plus d'un instinct politique indéniable, confirmant sa capacité à capter les frustrations de l'électorat et à en tirer parti, alors que s'annoncent des élections européennes auxquelles le Royaume-Uni n'aurait jamais dû participer, trois ans après avoir voté pour quitter l'UE. Nigel Farage comprend, à ce moment-là, la nécessité d'afficher un positionnement clair, au contraire des deux grands partis qui restent divisés sur le sujet. Ainsi démontre-t-il à nouveau sa faculté à s'adapter à son environnement politique, tel un caméléon – une caractéristique typique du populisme selon Taggart⁸.
- 9 Précisons toutefois que le *Brexit Party* ne se limite pas à la seule question du Brexit, et se positionne plus largement comme un mouvement populiste dont le rôle est de défendre la démocratie et de s'attaquer à la classe politique traditionnelle – l'establishment –, afin de « changer la politique pour de bon » (*Change Politics for Good*), comme l'indique son slogan. Le but affiché est ambitieux puisqu'il ne s'agit de rien de moins que de provoquer une « révolution »⁹ au sein du système politique britannique. Nigel Farage reprend ses procédés rhétoriques habituels, opposant le peuple, qu'il se targue d'incarner, aux élites, ces politiciens de carrière qu'il qualifie de « traîtres » sur le Brexit.
- 10 Le *Brexit Party* est officiellement lancé le 12 avril 2019, soit six semaines seulement avant le scrutin européen, et mène une campagne intensive sur les réseaux sociaux mais aussi sur le terrain, Nigel Farage arpentant activement les circonscriptions pro-*Leave*. Soulignons que le parti ne publie pas de manifeste électoral pour ces élections européennes, pas de programme, le message étant supposé clair et contenu dans le nom

même du parti : le *Brexit Party* prône une rupture nette (a « *clean-break* » *Brexit*) avec l'Union européenne, une expression préférée au « *no deal* », car sans doute plus positive et moins alarmante¹⁰. A ce stade, la seule indication sur la nature du parti est à chercher dans le document transmis à la commission électorale et déclarant les statuts du parti : le *Brexit Party* se décrit comme un « parti libéral classique » (*classic liberal party*) dont le but est de recouvrer et de préserver la souveraineté du Parlement britannique¹¹. En outre, le parti défend explicitement « l'intégrité du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord », impliquant qu'il s'inscrit contre tout statut différencié d'une des quatre nations du pays dans le cadre du Brexit – et donc contre le fameux « filet de sécurité » (*backstop*) irlandais initialement négocié par Theresa May avec l'UE.

- 11 Le nouveau parti fait une progression fulgurante dans les sondages dont il prend rapidement la tête, démontrant qu'il répond clairement à une demande d'une partie de l'électorat. Sans surprise, il remporte une victoire écrasante aux élections européennes, avec 31,9% des suffrages et 29 députés élus au parlement européen. Nigel Farage provoque donc un nouveau séisme politique, ébranlant le système politique britannique en général et le UKIP et le parti conservateur en particulier. Le *Brexit Party* absorbe le vote UKIP, dont le score est réduit à 3,3% contre 27,5% cinq ans plus tôt ; le parti est rayé de la carte électorale et perd tous ses eurodéputés. Quant au parti conservateur, il subit une défaite humiliante en passant sous la barre des 10%, avec 8,8% des voix, en 5^e position derrière le *Green party* – son pire score depuis 1832. C'est bien lui la principale victime du *Brexit Party*, qui a su capter une grande partie de son électorat : 64% des voix du *Brexit Party* viennent en effet des électeurs conservateurs, soit trois fois plus que les voix prises aux travaillistes (22%) et six fois plus que celles prises aux Libéraux-Démocrates (11%)¹².
- 12 Le *Brexit Party* provoque donc une véritable onde de choc au sein de l'échiquier politique britannique, affectant tout particulièrement le parti conservateur qui se voit privé de l'espace politique qu'il avait occupé depuis le référendum : un renversement de situation qui confère un impact disproportionné au *Brexit Party* par rapport à sa place sur la scène politique britannique, puisqu'il n'a aucune représentation nationale ou locale. Même si les élections européennes sont des élections de second ordre¹³, traditionnellement utilisées par les électeurs pour manifester leur mécontentement à l'égard du gouvernement en place, surtout dans le contexte du Brexit, cette victoire du parti de Nigel Farage n'en démontre pas moins sa capacité à influencer le débat politique, comme le UKIP avant lui. Elle laisse peu de doute quant à la future direction du parti conservateur, sur lequel elle agit comme un électrochoc, un facteur accélérateur de radicalisation dans la perspective de l'élection du successeur de Theresa May à la tête du parti. L'enjeu est de reconquérir le territoire politique confisqué par Nigel Farage.
- 13 Et c'est exactement ce que va s'employer à faire le nouveau leader conservateur fraîchement élu, Boris Johnson, dès son arrivée à Downing Street : pour contrer la menace du *Brexit Party*, il va coopter ses idées afin de récupérer son électorat¹⁴. Il promet de sortir de l'Union européenne le 31 octobre coûte que coûte (*do or die*), même au prix d'une sortie sans accord. Il reprend également le discours populiste du *Brexit Party*, opposant le peuple, qu'il se targue de représenter, au Parlement de Westminster rendu responsable du blocage du Brexit. Le parti conservateur se veut la voix du peuple contre les forces obscures :

After three and a half years people are beginning to feel that they are being taken for fools and they are beginning to suspect that there are forces in this country that simply don't want Brexit delivered at all. And if they turn out to be right in that suspicion, then I believe there will be grave consequences for trust in our democracy¹⁵.

- 14 S'ensuit une confrontation de plusieurs semaines entre le Parlement et l'exécutif qui vient renforcer le positionnement populiste de Boris Johnson. 21 députés modérés Tories sont exclus du parti pour avoir soutenu un projet de loi pour empêcher un Brexit sans accord – une purge qui marque un pas de plus vers la radicalisation du parti¹⁶. Le parti conservateur devient le parti du (*hard*) Brexit, à l'image du *Brexit Party*. L'objectif de Boris Johnson est clairement de reconquérir l'espace politique qui lui a été confisqué par le parti de Nigel Farage, en absorbant son discours et ses idées, afin de récupérer aussi ses électeurs – preuve de l'influence du *Brexit Party*, qui précède en fait la campagne des législatives et s'inscrit dans une séquence plus longue. Car Boris Johnson est en fait déjà en campagne, et ceci depuis son accession au pouvoir, avec une idée en tête : neutraliser la menace du *Brexit Party* dans la perspective des législatives à venir, en montrant que son arrivée à la tête des Conservateurs rend, de fait, le parti de Nigel Farage obsolète.

Le *Brexit Party* en campagne : la compétition avec le parti conservateur pour l'espace politique

- 15 Alors que s'annoncent les élections législatives, le repositionnement du parti conservateur sur le terrain politique du *Brexit Party* est donc clair. Nigel Farage en est bien conscient et va lutter pour sauvegarder l'espace politique acquis lors des élections européennes. Fort de sa victoire écrasante dans les urnes, le leader du *Brexit Party* entend prouver qu'il est incontournable parce qu'il a su se réapproprier l'enjeu du Brexit, ainsi que les électeurs qui vont avec. Il va donc tenter de démontrer son influence en faisant pression sur le parti conservateur, et ceci à deux niveaux : d'une part en proposant un pacte électoral à Boris Johnson, et d'autre part en essayant d'imposer une sortie sans accord.
- 16 Nigel Farage ne va avoir de cesse de convaincre Boris Johnson qu'il a besoin du *Brexit Party*, et ce dès son arrivée à la tête du parti conservateur le 23 juillet, lorsqu'il lui offre déjà son aide¹⁷. Le 7 septembre, alors que Boris Johnson a déjà amorcé le processus de récupération de l'espace politique du *Brexit Party*, Nigel Farage lui propose officiellement un pacte dit « de non-agression », selon lequel le parti ne présentera pas de candidats contre les Conservateurs si ceux-ci s'engagent à une sortie sans accord de l'UE et laissent le champ libre au *Brexit Party* dans 80 circonscriptions. Il estime que c'est la seule chance pour Johnson d'éviter de reproduire le scénario des européennes et d'espérer remporter une élection législative :

Johnson should cast his mind back to the European elections in May, in which his party came fifth, and ask himself: does he want the Tories to find themselves in a similarly disastrous position when the results of the next general election come in, or does he want to sign a non-aggression pact with me and return to Downing Street?¹⁸

- 17 Ainsi Nigel Farage essaie-t-il d'installer un rapport de force, de montrer qu'il est indispensable pour rallier les électeurs pro-*Leave*. Il s'offre même une pleine page dans plusieurs journaux pour publier sa proposition : « *My election offer to Boris*¹⁹ ».

- 18 Mais Boris Johnson décline son offre, arguant que le parti conservateur est un grand parti qui n'a pas besoin de passer des accords avec d'autres partis : « *The Conservative Party is the oldest and greatest political party in the world. It is a big, broad church and we don't do deals with other parties*²⁰ ». Nigel Farage essaie néanmoins d'œuvrer en coulisses pour jouer un rôle. Dans l'émission de radio qu'il anime quotidiennement sur LBC, il n'hésite pas à faire appel à son grand ami Donald Trump pour qu'il exprime publiquement son soutien à cette idée de pacte entre Boris Johnson et Nigel Farage, dont il déclare qu'ils formeraient à eux deux une « force irrésistible » (*an unstoppable force*)²¹. Le Premier ministre britannique remercie le président américain pour ses conseils, mais réitère son refus de céder quelque terrain que ce soit : « *I want to be very, very clear that voting for any other party than this government, this Conservative government... is basically tantamount to putting Jeremy Corbyn in*²² ». Pour Nigel Farage, cette décision est une « grave erreur²³ » qui va à l'encontre non seulement de la logique et du bon sens, mais aussi de ce que veulent les électeurs pro-*Leave* – ce en quoi les sondages lui donnent raison, puisqu'un pacte entre le *Brexit Party* et le parti conservateur est plébiscité par 60% des électeurs du *Brexit Party* et 70% des sympathisants conservateurs²⁴.
- 19 Comment expliquer alors le refus du leader conservateur ? En fait, ce rejet de Nigel Farage n'est ni nouveau, ni surprenant. La même tactique d'inclusion/exclusion avait été adoptée par *Vote Leave*, l'organisation officielle du camp du *Leave* lors de la campagne référendaire de 2016, et dont Boris Johnson avait été l'une des figures de proue : inclusion des idées du UKIP à l'époque, et exclusion du parti et de son leader en tant qu'acteurs politiques, car jugés trop toxiques. Or celui qui était alors directeur de campagne de *Vote Leave* n'est autre que Dominic Cummings, devenu le principal stratège de Boris Johnson à son arrivée à Downing Street, et qui a (très) peu de considération pour Nigel Farage, dont il a déclaré qu'il aurait fait perdre plus de 600 000 voix au camp du *Leave* lors du référendum s'il avait été en première ligne lors de la campagne²⁵. En 2019, le constat reste le même : le parti conservateur n'a pas besoin du *Brexit Party* et de son leader, trop clivant, mais de ses idées, d'où la récupération politique de Boris Johnson et la radicalisation du parti Tory – une radicalisation qui reflète le changement de faction à la tête du parti conservateur, le but étant de montrer que l'élection de Boris Johnson rend *de facto* le *Brexit Party* inutile.
- 20 Parallèlement et également via l'offre de pacte, Nigel Farage met aussi la pression sur Boris Johnson pour qu'il signe une sortie de l'UE sans accord, ce qu'il appelle « *a clean-break Brexit* ». Il veut prouver que son score aux élections européennes fait de lui l'homme fort du Brexit, son incarnation même, puisqu'il y a consacré toute sa vie politique. Il cherche donc à peser sur l'accord avec l'UE, et, faute d'être associé aux négociations ainsi qu'il l'avait demandé au lendemain des européennes²⁶, il n'hésite pas à intervenir publiquement dans le débat pour en dicter les termes. Il intervient notamment régulièrement dans les colonnes du *Telegraph* pour s'adresser indirectement à Boris Johnson. Alors que celui-ci est en pleines négociations avec l'UE, Nigel Farage écrit une tribune intitulée : « *The only way to get Brexit done now is for Boris to back no deal* »²⁷. Et lorsque le Premier ministre conservateur obtient un accord, le leader du *Brexit Party* s'empresse de le dénoncer comme « *Brexit in name only* » (communément désigné sous le terme de *Brino*). Cet « accord effroyable » (*horrifying deal*) va marquer « la mort du Brexit » (*the death of Brexit*)²⁸ : « *Boris Johnson's deal is not Brexit, and it does not get Brexit done* ». La réaction de Nigel Farage exprime sa frustration face à un Boris Johnson qui l'exclue du jeu politique en se réappropriant l'enjeu du Brexit. Il essaie de

résister à cette inversion du rapport de force : « *One thing is certain: the Conservatives can't deliver Brexit on their own*²⁹ ». Là encore, c'est Donald Trump qui vient en renfort de Nigel Farage, critiquant lui aussi ouvertement l'accord avec l'UE dont il estime qu'il ne permettra pas aux États-Unis de conclure un accord commercial avec le Royaume-Uni³⁰.

- 21 Nigel Farage échoue donc à dicter les termes du Brexit et se trouve de plus en plus isolé, face à un Boris Johnson toujours plus conquérant. Bien que le Premier ministre n'ait pas tenu sa promesse de sortir de l'Union européenne le 31 octobre « *do or die* », les électeurs pro-*Leave* ne semblent pas lui en tenir rigueur, estimant que c'est le parlement de Westminster qui en est responsable : selon un sondage YouGov, 2/3 considèrent ainsi que ce n'est pas du tout la faute de Boris Johnson³¹ : la stratégie populiste de ce dernier a donc payé. Cela montre également que le leader conservateur a réussi à désamorcer la menace du *Brexit Party* et à récupérer l'espace politique confisqué par Nigel Farage au moment des élections européennes – ce dernier se trouve à son tour privé d'espace politique et de la capacité d'influence qui en découle.
- 22 Dans un premier temps, il tente de résister et de soutenir le bras de fer, annonçant que faute d'une sortie sans accord de l'UE et d'un pacte avec les Conservateurs, le *Brexit Party* présentera 600 candidats aux élections législatives. Mais Nigel Farage subit de très nombreuses pressions, internes et externes à son parti, pour renoncer à présenter des candidats contre les Conservateurs : le risque est de diviser le vote Brexit et donc de faire perdre les Conservateurs, ce qui compromettrait le processus même du Brexit. Les tractations sont nombreuses en coulisse, et auraient même impliqué Donald Trump ; Nigel Farage se serait vu proposer un siège à la Chambre des Lords (dont il prône pourtant l'abolition) – rien d'officiel cependant, et toujours via des intermédiaires. A aucun moment Boris Johnson ne communiquera, ni ne s'affichera publiquement avec Nigel Farage : officiellement, c'est la distanciation qui domine.
- 23 Cependant, la veille du jour où Nigel Farage doit annoncer la liste de ses 600 candidats, le Premier ministre poste opportunément une vidéo sur son compte Twitter dans laquelle il s'engage à ne pas prolonger la période de transition au-delà du 31 décembre 2020, et à ce que l'accord commercial négocié avec l'UE n'implique aucun alignement politique. Nigel Farage se saisit de ce geste en sa direction pour faire machine arrière et annoncer le retrait des candidats du *Brexit Party* dans les 317 circonscriptions remportées par les Conservateurs lors des législatives de 2017 –, soucieux, selon ses propres mots, de « faire passer l'intérêt du pays avant celui de son parti » (*put country before party*), une formule aux accents populistes qu'il avait déjà utilisée lorsqu'il était leader du UKIP et qui est supposée refléter le fait que contrairement à ses adversaires, ce n'est pas un politicien de carrière mais un homme de conviction. Sans illusion et avec une pointe d'ironie, il déclare : « *In a sense now we have a Leave alliance, it's just that we've done it unilaterally*³² ».
- 24 En fait, ce recul de Nigel Farage s'explique aussi sans doute en partie par le fait que les sondages montrent un début d'hémorragie des intentions de votes pour le *Brexit Party* en direction du parti conservateur. Cependant, le leader du *Brexit Party* ne renonce pas complètement à présenter des candidats, arguant qu'il est le seul en mesure d'attirer les voix des électeurs pro-*Leave* issus du parti travailliste, qui selon lui ne voteront jamais pour le parti conservateur, notamment dans certaines circonscriptions du nord de l'Angleterre. Il se veut complémentaire des Conservateurs et continue à vouloir prouver qu'il peut peser, qu'il est indispensable à leur victoire. Mais ce recul, même partiel, envoie *de facto* le message à ses électeurs que le *Brexit Party* soutient le parti

conservateur et qu'il vaut donc mieux voter pour ce dernier pour éviter de diviser le vote Brexit et risquer de faire élire Jeremy Corbyn – ce qui valide et renforce le positionnement de Boris Johnson. L'effet sur les intentions de vote est immédiat : on assiste à un décrochage très net des intentions de vote pour le *Brexit Party* à partir du 12 novembre, soit le lendemain de l'annonce de Nigel Farage : à partir de cette date, le parti chute de 10% à 4%, et ne remontera plus au-dessus de ce chiffre jusqu'à l'élection³³.

- 25 La campagne des législatives aura donc été difficile pour Nigel Farage et son *Brexit Party*, exclus du jeu politique par Boris Johnson et une partie croissante du camp du *Leave*, même au sein de son propre parti. Ainsi, face à la décision de Nigel Farage de maintenir plus de 200 candidats en lice, trois de ses eurodéputés quitteront le parti à une semaine du scrutin, accusant leur leader de diviser le vote Brexit et appelant à voter conservateur.

L'effet Brexit Party

- 26 Le 12 décembre 2019, Boris Johnson remporte son pari et une victoire historique, rassemblant 43,6% des voix et une majorité de 80 sièges à la Chambre des Communes, la plus forte depuis la troisième victoire de Thatcher en 1987³⁴. Plus remarquable encore, le parti conservateur obtient des sièges dans certains bastions travaillistes du centre et du nord de l'Angleterre, parvenant ainsi à faire céder le fameux « mur rouge » (*red wall*), et contredisant du même coup les prédictions de Nigel Farage, puisque de nombreux électeurs travaillistes pro-*Leave* ont finalement rallié les Conservateurs, démontrant la prépondérance du clivage du Brexit sur le clivage gauche/droite traditionnel. Par un renversement de situation, le parti conservateur a récupéré l'espace politique qui lui avait été confisqué lors des européennes par le *Brexit Party*, réduit à seulement 2% des suffrages (le score du UKIP, lui, s'élève à 0.1%). L'exploit de Boris Johnson se traduit par ce qui ressemble fort à un échec cuisant pour Nigel Farage.
- 27 Toutefois, si l'on élargit la séquence et qu'on adopte une vue d'ensemble, il apparaît clairement que ce piètre score n'est pas représentatif de l'influence de Nigel Farage et de son *Brexit Party*, qui va bien au-delà. L'ascension fulgurante du parti, et sa victoire écrasante aux élections européennes a agi telle une onde de choc sur le système politique britannique en général et sur le parti conservateur en particulier, servant d'accélérateur à la radicalisation orchestrée par Boris Johnson, qui a repris à son compte le discours du *Brexit Party* afin de reconquérir l'espace politique et l'électorat qui y est associé. Si Nigel Farage a été écarté du jeu politique, de fait ses idées ont gagné puisqu'elles ont été cooptées par Boris Johnson. Ce phénomène avait déjà été observé lors de la campagne référendaire, au cours de laquelle on avait assisté à l'appropriation par une partie de la classe politique *mainstream*, au sein de *Vote Leave*, de la rhétorique et des idées du UKIP. Ce double processus d'inclusion/exclusion n'est pas spécifique au Royaume-Uni, et est tout à fait typique de la façon dont les partis politiques traditionnels tentent de désamorcer la menace que font peser les partis populistes sur leurs perspectives électorales³⁵.
- 28 Dans le cas du *Brexit Party* et du parti conservateur, cette cooptation se reflète d'ailleurs dans les programmes des deux partis pour ces élections législatives, qui sont globalement assez proches. A un manifeste électoral classique, le *Brexit Party* a préféré un « contrat avec le peuple », en adéquation avec l'image d'un parti présenté comme

une start-up, avec Nigel Farage en chef d'entreprise. Le document est plutôt succinct, puisqu'il ne fait que 21 pages, et il est peu détaillé, avec peu de propositions chiffrées. Plutôt qu'un programme, il s'agit en fait d'orientations. Le *Brexit Party* dit d'ailleurs explicitement que son objectif n'est pas de gouverner : « *We are not seeking election as a government*³⁶ ». Le « contrat » s'articule autour de deux axes principaux : le *clean-break Brexit*, et un positionnement résolument populiste, qui appelle à une « révolution politique » (*political revolution*) rendue indispensable par « la façon dont l'establishment politique a conspiré pour entraver la démocratie sur le Brexit³⁷ » ou dont « quelques parlementaires peuvent défier la volonté du peuple³⁸ » – un discours antiparlementariste qui fait écho à celui de Boris Johnson et à sa stratégie d'opposition entre le peuple et le Parlement déjà évoquée, et que l'on retrouve dans le manifeste conservateur : « *We have been paralysed by a broken Parliament that simply refuses to deliver Brexit*³⁹ ».

- 29 Le virage populiste entrepris par Johnson est clair. Le parti conservateur se veut la voix du peuple, dont il s'engage à « respecter la volonté démocratique » (*We Conservatives will respect the democratic will of the people*)⁴⁰ : « *We will get Brexit done* ». Tel est le message central du parti, qui propose un programme marqué à droite sur les questions culturelles, prônant la fermeté en matière d'immigration et de criminalité, tout comme le *Brexit Party* dans son « contrat ». Les deux partis reprennent ce qui avait été la politique du UKIP depuis les législatives de 2015, à savoir une immigration choisie sur la base d'un système de points, inspirée du modèle australien. Par ailleurs, le *Brexit Party* préconise d'investir dans le NHS, l'éducation, les transports mais aussi l'économie, via des exemptions de taxes pour les entreprises, ainsi que pour les particuliers (suppression de la TVA sur le fioul domestique et suppression des droits de succession) : des propositions susceptibles de rassembler les électeurs pro-*Leave* conservateurs et travaillistes, au-delà du clivage gauche-droite, à l'instar du conservatisme social adopté par Boris Johnson dans cette élection, en rupture avec le libéralisme des années Cameron. Le parti conservateur cible clairement et explicitement l'électorat pro-*Leave* de tradition travailliste, les *left-behind*⁴¹, laissés pour compte de la mondialisation, en promettant des investissements dans les services publics (NHS, éducation, police), rompant ainsi avec la politique d'austérité menée depuis 2010. Telle est la version du « *one-nation conservatism* » prônée par Boris Johnson dans cette élection, et qui vise à rassembler l'ensemble de l'électorat pro-*Leave*, conservateur et travailliste.
- 30 Ces points communs, et plus généralement cette compatibilité idéologique entre le nouveau parti de Nigel Farage et le parti conservateur ne sont d'ailleurs pas surprenantes et s'inscrivent dans la continuité de la proximité entre le UKIP et le parti conservateur. L'idée d'un pacte n'est pas non plus nouvelle, puisqu'elle avait déjà été suggérée sous David Cameron. Idéologiquement, le UKIP emprunte à la tradition conservatrice et il y a toujours eu des points communs entre le parti et la droite du parti conservateur – une porosité qui a longtemps cantonné le UKIP à l'image de simple groupe dissident conservateur⁴². La radicalisation du parti conservateur sous l'impulsion du *Brexit Party*, comme du UKIP avant lui, n'est donc pas aberrante, et reflète aussi une tendance préexistante au sein du parti conservateur⁴³, incarnée par la droite du parti. Ce n'est en fait qu'une question de degré, ainsi que l'explique Bale : « *Farage's parties have played a huge role in driving the Conservatives to the right, but only because the differences between them and the Tories have only ever been of degree rather than kind* »⁴⁴. Le *Brexit Party* est venu accélérer le processus de radicalisation amorcé par le parti conservateur après le référendum de 2016, et amplifié suite à l'élection de Boris

Johnson en tant que leader – un changement de direction qui a acté un changement de faction à la tête du parti, en phase avec le positionnement de Nigel Farage et de son parti. On a assisté à une véritable homogénéisation du parti conservateur conformément à la nouvelle ligne du leadership, en rupture avec la tradition conservatrice du parti de tendances, la fameuse « *broad church* »⁴⁵.

- 31 Plus généralement, et si l'on adopte une perspective historique, ce n'est pas la première fois que le parti conservateur s'adapte à la concurrence dans son espace politique : Margaret Thatcher avait déjà repositionné son parti à droite pour répondre à la menace électorale du *National Front* à la fin des années 1970. C'est d'ailleurs ce pragmatisme des Conservateurs, et cette capacité à la cooptation, qui ont contribué à empêcher l'émergence d'une droite radicale au Royaume-Uni avant le UKIP⁴⁶. C'est cette même stratégie qui a neutralisé le *Brexit Party* lors de ces élections législatives, tout en adoptant ses idées, preuve de la réalité de l'influence de Nigel Farage sur le système politique britannique. Comme le dit Bale : « *Brexit provides perhaps the most striking illustration yet of populist radical right parties – first the UK Independence Party (UKIP) and then its effective successor the Brexit Party – wielding, and indeed effectively achieving, power without winning office* »⁴⁷.
- 32 Au-delà du score du *Brexit Party* lors de ces législatives, il faut donc regarder la façon dont le parti, comme le UKIP avant lui, a participé à façonner les termes du débat politique. En fait, le *Brexit Party* a agi comme un groupe de pression sur le parti conservateur – mission accomplie donc encore une fois pour Nigel Farage, malgré les frustrations dues à son exclusion du jeu politique. Selon Aaron Banks, un homme d'affaires britannique proche de Nigel Farage qui avait financé le UKIP et sa campagne référendaire, mais avait fait pression sur le leader du *Brexit Party* pour qu'il n'entrave pas la victoire de Boris Johnson lors de ces législatives, la pression exercée par le *Brexit Party* a ramené le parti conservateur à ses « racines » : « *We set out to make the Conservative Party conservative again – and it's job done* »⁴⁸. Si cette radicalisation résulte aussi indéniablement d'un processus endogène au parti conservateur, elle a cependant été accentuée par le parti de Nigel Farage.

Conclusion

- 33 On peut donc parler d'un « effet *Brexit Party* » sur les élections législatives britanniques de 2019, même si celui-ci s'inscrit dans une séquence plus longue. Le retour de Nigel Farage sur la scène politique a servi d'accélérateur à la radicalisation du parti conservateur et à la mise en œuvre du Brexit. Le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni est officiellement sorti de l'Union européenne, trois ans et demi après le référendum de 2016, mettant du même coup fin à la représentation britannique au Parlement européen. Le *Brexit Party* n'a donc plus d'eurodéputés, et a priori plus de raison d'être en tant que parti du Brexit.
- 34 Cependant, Nigel Farage a annoncé la création d'un nouveau parti, le *Reform party*, tout entier consacré à la révolution politique déjà prônée par son prédécesseur (et le UKIP avant lui). Dans la continuité du *Brexit Party*, il s'agit notamment de faire campagne pour l'abolition de la Chambre des Lords et l'introduction d'un système électoral proportionnel en lieu et place du *first-past-the-post*. Le positionnement reste celui d'un parti populiste, avec un discours anti-élite. La désaffection d'une partie de l'électorat à l'égard de la classe politique traditionnelle, qui constitue le terrain sur lequel prospère

ce type de parti, montre qu'il existe bien un espace politique pour une formation populiste au Royaume-Uni, comme illustré par le succès du UKIP puis du *Brexit Party*. Si on y ajoute la capacité de Nigel Farage à capter et exploiter les frustrations de l'électorat et à influencer le débat politique, le *Reform party* pourrait bel et bien venir bousculer, une fois de plus, le système politique britannique.

- 35 **Karine Tournier-Sol est Maître de conférences-HDR en civilisation britannique à l'Université de Toulon et membre du Laboratoire Babel (EA 2649). Ses travaux de recherche portent sur les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne et sur le populisme, avec un accent particulier sur le *UK Independence Party* (UKIP) et le *Brexit Party*. Elle a notamment publié un ouvrage sur le UKIP en 2017 : *Prendre le large : le UKIP et le choix du Brexit* aux éditions Vendémiaire.**

BIBLIOGRAPHIE

Alexandre-Collier, Agnès, "From Rebellion to Extinction: Where have all the Tory Remainder MPs Gone?", *Political Quarterly*, 6 mars 2020.

Cutts, David, Goodwin, Matthew, Heath, Oliver, Surridge, Paula, "Brexit, the 2019 General Election and the Realignment of British Politics", *Political Quarterly*, 19 février 2020.

Ford, Robert, Goodwin, Matthew, *Revolt on the Right: Explaining Support for the Radical Right in Britain*, Routledge, 2014.

Lynch, Philip, Whitaker, Richard, "All Brexiteers now? Brexit, the Conservatives and party change", *British Politics*, 2018, 13, pp. 31-47.

Schain, Martin A., "The Extreme-Right and Immigration Policy-Making: Measuring Direct and Indirect Effects", *West European Politics*, 29:2, 2006, p. 271.

Tournier-Sol, Karine, "Reworking the Eurosceptic and Conservative Traditions into a Populist Narrative: UKIP's Winning Formula?", *Journal of Common Market Studies*, 53:1, 2015, pp. 140-156.

Tournier-Sol, Karine, *Prendre le large : le UKIP et le choix du Brexit*, Vendémiaire, 2017.

NOTES

1. R. Ford, M. Goodwin, *Revolt on the Right: Explaining Support for the Radical Right in Britain*, Routledge, 2014; K. Tournier-Sol, *Prendre le large : le UKIP et le choix du Brexit*, Vendémiaire, 2017.

2. K. Tournier-Sol, « Le UKIP, artisan du Brexit ? », in K. Tournier-Sol (dir.), « Le référendum sur le Brexit du 23 juin 2016 », *Revue française de civilisation britannique*, XXII-2 2017.

3. N. Farage, "With a heavy heart, I am leaving UKIP. It is not the Brexit Party our nation so badly needs". *Telegraph*, 4 décembre 2018.

4. Catherine Blaiklock est contrainte de démissionner après la publication de tweets islamophobes datant d'avant la fondation du *Brexit Party*.

5. *BBC News*, 14 novembre 2019.

6. *BBC News*, 29 novembre 2019.

7. Sur le *European Research Group*, voir P. Lynch, R. Whitaker, "All Brexiteers now? Brexit, the Conservatives and party change", *British Politics*, 2018, 13, p. 39.
8. P. Taggart, *Populism*, Open University Press, 2000, p. 4.
9. *Telegraph*, 15 Avril 2019.
10. C. Barnard, A. Menon, "'Clean Brexit' sounds so simple, doesn't it? Trouble is, it doesn't exist". *The Guardian*, 21 mai 2019. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/may/21/clean-brexit-party-no-deal>
11. Brexit Party's constitution, mars 2019.
12. P. Whiteley, "Nigel Farage triumphs: survey reveals what drove voters to the Brexit Party in the European elections", *The Conversation*, 27 Mai 2019; <https://theconversation.com/nigel-farage-triumphs-survey-reveals-what-drove-voters-to-the-brexit-party-in-the-european-elections-117865>
13. K. Reif, H. Schmitt, "Nine Second-Order National Elections: a Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results", *European Journal of Political Research*, 1980, 8, pp. 3-44.
14. M. A. Schain, "The Extreme-Right and Immigration Policy-Making: Measuring Direct and Indirect Effects", *West European Politics*, 29:2, 2006, p. 271.
15. B. Johnson, discours au congrès annuel du parti conservateur, 2 octobre 2019.
16. A. Alexandre-Collier, "From Rebellion to Extinction: Where have all the Tory Remainder MPs Gone?", *Political Quarterly*, 6 mars 2020.
17. N. Farage, "Boris, the country's crying out for leadership – but with my party's help, we can resolve Brexit", *Telegraph*, 23 juillet 2019.
18. N. Farage, "I am 100 per cent sincere in offering a non-aggressive pact with the Tories", *Telegraph*, 7 septembre 2019.
19. *Mail on Sunday*, 8 septembre 2019.
20. Interview télévisée de Boris Johnson par Andrew Marr, BBC 1, 29 septembre 2019.
21. *The Nigel Farage Show*, LBC, 31 octobre 2019.
22. BBC News, 1^{er} novembre 2019.
23. N. Farage, "Rather than working with my Brexit Party to save democracy, Boris Johnson seems set to sell us out", *Telegraph*, 24 septembre 2019.
24. Sondage YouGov publié le 11 septembre 2019, confirmé par un sondage similaire deux mois plus tard, le 7 novembre.
25. Dominic Cummings blog, <https://dominiccummings.com/2017/01/09/on-the-referendum-21-branching-histories-of-the-2016-referendum-and-the-frogs-before-the-storm-2/>
26. *Telegraph*, 27 mai 2019.
27. N. Farage, "The only way to get Brexit done now is for Boris to back no deal", *Telegraph*, 9 octobre 2019.
28. N. Farage, "MPs must seize this chance to rethink Boris Johnson's horrifying deal", *Telegraph*, 25 octobre 2019; "Drop your dreadful deal, Boris, and in the national interest let's get Brexit done properly"; *Telegraph*, 1^{er} novembre 2019.
29. *Ibid.*
30. *The Nigel Farage Show*, LBC, 31 octobre 2019.
31. M. Smith, "Leave voters don't blame Boris Johnson for missing Brexit deadline", YouGov, 1^{er} novembre 2019. <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2019/11/01/leave-voters-dont-blame-boris-missing-his-brexit-d>
32. *Telegraph*, 12 novembre 2019.
33. Voir les graphiques reprenant les sondages successifs des intentions de vote sur le site de YouGov : <https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2019/12/11/political-trackers-9-10-dec-update>

34. Pour une première analyse approfondie des résultats, voir : D. Cutts, M. Goodwin, O. Heath, P. Surridge, "Brexit, the 2019 General Election and the Realignment of British Politics", *Political Quarterly*, 19 février 2020.
35. C. Mudde, "The Populist Zeitgeist", *Government and Opposition*, 2004, 39:4, p. 563.
36. Brexit Party, *Contract with the People*, 2019, p. 5.
37. *Ibid.*, p. 6.
38. *Ibid.*, p. 3.
39. Conservative party, "Get Brexit Done", *Conservative Manifesto for the 2019 General Election*, p. 2.
40. *Ibid.*, p. 3.
41. *Ibid.*, p. 7.
42. K. Tournier-Sol, "Reworking the Eurosceptic and Conservative Traditions into a Populist Narrative: UKIP's Winning Formula?", *Journal of Common Market Studies*, 53:1, 2015, pp. 140-156.
43. P. Seyd, P. Whiteley, "Conservative Grassroots: An Overview" in S. Ludlam, M. J. Smith (eds), *Contemporary British Conservatism*, Macmillan, 1996, p. 96.
44. T. Bale, "Brexit shows how the populist right can be powerful without winning office", *UK in a Changing Europe*, 11 décembre 2019. Article initialement publié dans le *Washington Post* sous le titre : "Brexit shows how a tiny party can have big consequences", 2 décembre 2019.
45. A. Alexandre-Collier, "From Rebellion to Extinction: Where have all the Tory Remainder MPs Gone?", *Political Quarterly*, 6 mars 2020.
46. H. Kitschelt, *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis*, University of Michigan Press, 1995.
47. T. Bale, *Ibid.*
48. BBC News, 13 décembre 2019. <https://www.bbc.com/news/election-2019-50766123>.

RÉSUMÉS

En moins d'un an d'existence, le *Brexit Party* de Nigel Farage aura connu une ascension fulgurante : il aura fait l'effet d'une comète dans le paysage politique britannique, qu'il sera venu ébranler. L'objectif de cet article est de s'interroger sur l'impact du *Brexit Party* sur les élections législatives de 2019. Pour répondre à cette question, il est toutefois nécessaire d'élargir la séquence, puisque l'influence du *Brexit Party* sur le scrutin de décembre précède la campagne et remonte en réalité aux élections européennes de mai 2019 ; elle s'inscrit dans une séquence plus longue, composée de deux phases successives. La première correspond à l'entrée fracassante de ce nouvel objet politique sur la scène politique britannique et à l'onde de choc provoquée par sa victoire aux élections européennes, avec un impact majeur sur le parti conservateur, et, partant, sur les élections législatives qui ont suivi. La seconde concerne la campagne électorale du *Brexit Party* pour ces législatives, marquée par la compétition avec le parti conservateur pour l'espace politique. Si les résultats des élections indiquent sans conteste que le *Brexit Party* est sorti perdant de cette compétition, ils ne reflètent cependant pas la réalité de l'impact du parti, qui va au-delà des chiffres. On peut véritablement parler d'un « effet *Brexit Party* » sur les élections et plus largement sur la vie politique britannique.

The meteoric rise of Nigel Farage's *Brexit Party* disrupted the British political system. This article aims to assess the party's influence on the 2019 general election in the UK. This actually requires enlarging the sequence of events, as the *Brexit Party*'s impact on the December general election

precedes the campaign itself and goes back to the European elections which took place a few months earlier, in May 2019. The first section will therefore examine the arrival of this new political object on the political stage and the shock wave sent by its crushing victory in the European elections through the political system in general and the Conservative party in particular, and thus on the following general election. The second part will focus on the Brexit Party's election campaign, which was marked by competition with the Conservative party for political space. Although the election results clearly show that the Brexit Party lost this competition, they do not accurately reflect the actual impact of the party which goes beyond the figures. This article argues that there was a "Brexit Party effect" on the general election and more generally on British politics.

INDEX

Keywords : Brexit Party, Nigel Farage, 2019 general election, Conservative Party, Boris Johnson, Brexit

Mots-clés : Brexit Party, Nigel Farage, élections législatives de 2019, Parti conservateur, Boris Johnson, Brexit

AUTEUR

KARINE TOURNIER-SOL

Université de Toulon